
QUÉBEC, 7 décembre, 1860.

MESSIEURS,

Dans l'exécution de la commission qui vous a été confiée dans le but de vous enquérir de la position du chemin de fer du Grand Tronc, Son Excellence l'administrateur du gouvernement a bien voulu recommander que les instructions suivantes soient données pour vous guider.

Le but du gouvernement est d'obtenir des informations sur la position réelle et les succès futurs de la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc. Et pour cet objet, vous devrez vous enquérir et vous assurer de l'exact état financier de l'entreprise, de ses dettes et de ses revenus.

Vous porterez aussi votre attention à la manière dont le fonctionnement du chemin de fer est administré dans toutes ses branches, les arrangements par lesquels le trafic est obtenu par conventions avec d'autres compagnies, et autrement, le tarif de charges, et l'étendue de facilités données au public, y compris le service des postes, et l'indemnité accordée à cet effet.

Vous ferez de plus rapport des déficiences qu'on dit exister dans l'approvisionnement de fonds roulant, et les facilités aux stations, avec les moyens et le coût d'y pourvoir.

Vous devrez aussi considérer les questions qui concernent le commerce en général de concert avec le fonctionnement du chemin de fer, comme une source importante de commerce, et en faire rapport.

Le point le plus important qui se rattache à votre enquête, est de vous enquérir si le chemin de fer se suffit maintenant à lui-même, ou pourrait le devenir, et s'il est rémunérateur sous le point de vue commercial, soit par un retranchement dans le coût du fonctionnement, ou par une augmentation du trafic, ou par une combinaison des deux. Et tout en soumettant scrupuleusement tout le témoignage sur lequel sont basées vos opinions, Son Excellence désire que vous fassiez rapport de vos vues à ce sujet.

Il n'est pas nécessaire que la commission s'occupe d'investigations spéciales dans l'histoire et les transactions passées de la compagnie, lesquelles quelle qu'en soit leur nature, ne tombent pas dans les vues du gouvernement dans la présente enquête.